Volet B Copie à publier aux annexes du Moniteur belge après dépôt de l'acte au greffe

Réservé au Moniteur *19310615* belge



N° d'entreprise : 0722651978

Dénomination : (en entier) : LES BARALBINS

(en abrégé):

Forme juridique: Société privée à responsabilité limitée

Siège: Boulevard du Centenaire 1

(adresse complète) 1325 Dion-Valmont

CONSTITUTION (NOUVELLE PERSONNE MORALE, OUVERTURE Objet(s) de l'acte :

SUCCURSALE)

D'un acte reçu par Maître Cécile LAMMERHIERT, notaire associée à Chaumont-Gistoux, le douze mars deux mil dix-neuf, transmis au greffe du tribunal de commerce avant enregistrement en vue du dépôt,

Il résulte que :

Madame HUOT Marie-Thérèse Juliette, née à Montaulin (France – département de l'Aube) le 11 décembre 1942 :

Domiciliée et demeurant à (10200) Bar-sur-Aube (France- Département de l'Aube), 70, rue de Gernsheim:

A constitué une société privée à responsabilité limitée sous la dénomination de « LES BARALBINS », dont le siège social sera établi à Chaumont-Gistoux (1325 Dion-Valmont), 1, boulevard du Centenaire

La société a pour objet tout investissement immobilier à titre patrimonial ainsi que l'exploitation de propriétés et biens fonciers et, d'une façon générale s'intéresser à toutes transactions portant sur des biens immobiliers, dans les limites prévues par la loi, le tout pour compte propre.

Dans le cadre de cette activité la société pourra notamment acquérir, aliéner, prendre et donner à bail, tous biens meubles et immeubles, contracter ou consentir tous emprunts hypothécaire ou non, se porter caution, cette liste n'étant pas limitative.

La société a également pour objet social toutes activités liées directement ou indirectement à l' exploitation de boulangerie(s) et/ou de pâtisserie(s) avec ou sans salon de dégustation.

Elle assurera également l'exploitation et la gestion de tables et de chambres d'hôtes et de gites ainsi que toutes activités liées directement ou indirectement auxdites activités à savoir notamment création d'animations, d'ateliers pour enfants, organisation d'évènements, activités touristiques et de découvertes de la nature.

Elle assurera toutes publicités, publications et infographie liées auxdites activités.

Elle pourra accomplir tant en Belgique qu'à l'étranger, tous actes, toutes opéra-tions financières, industrielles, commerciales, mobilières ou immobilières se rattachant directement ou indirectement à son objet social et permettant d'en faciliter la réalisation.

Elle pourra s'intéresser par voie d'apports, de fusion ou d'absorption ou de toutes autres manières, à toutes autres entreprises ayant un objet similaire, connexe ou annexe de nature à faciliter la réalisation de son objet social ainsi qu'accepter les fonctions d'administrateur ou gérant. Elle pourra en outre vendre ou concéder toutes marques de fabrique, secrets de fabrication ou

brevets en rapport avec son objet social et participer sous forme de franchisage à la création d'entreprises de même type.

Elle peut accomplir toutes ces opérations en nom ou pour compte propre, ainsi que pour ses associés ou pour compte de tiers, notamment à titre de commissionnaire hormis l'activité immobilière qui se fera exclusivement pour compte propre.

La société pourra être administrateur, gérant ou liquidateur d'une autre société.

La société pourra en outre concéder toutes licences ou franchises.

La société est constituée pour une durée illimitée. Le début des activités de la société est fixé à la date du dépôt de l'extrait de l'acte constitutif au greffe du tribunal de commerce du Brabant Wallon.

Mentionner sur la dernière page du Volet B :

Réservé au Moniteur belge

Volet B - suite

Le capital social a été fixé lors de la constitu-tion à soixante mille (60.000,00 €) euros et représenté par six cents (600) parts sociales, sans attribution de valeur nominale, portant les numéros un (1) à six cents (600), qui furent souscri-tes en numérai-re et libérées chacune à concurrence de cinquante (50%) pour cent à la constitution.

Le bénéfice annuel net de la société est déterminé conformément aux dispositions légales. Sur ce bénéfice il est prélevé au minimum cinq pour cent pour la réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque ce fonds de réserve atteint un dixième du capital social. Il redevient obligatoire si, pour une cause quelconque, la réserve vient à être entamée.

L'affectation du solde sera opérée librement par l'assemblée générale qui pourra notamment le répartir entre les parts sociales, l'affecter à un fonds de réserve extraordinaire ou le reporter à nouveau, en tout ou en partie.

Aucune distribution ne pourra toutefois être faite si à la date de clôture du dernier exercice, l'actif net tel qu'il résulte des comptes annuels est, ou devenait à la suite d'une telle distribution, inférieur au montant du capital libéré ou, si ce montant est supérieur, du capital appelé, augmenté de toutes les réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer.

Les dividendes sont payables chaque année à l'époque et de la manière fixées par l'assemblée générale, sur proposition de la gérance.

Lors de la dissolution de la société, pour quelque cause que ce soit, la liquidation se fera par les soins de la gérance, sauf décision de l'assemblée générale ou de l'associé unique désignant un ou plusieurs liquidateurs.

Les liquidateurs n'entrent en fonction qu'après confirmation, par le tribunal de commerce, de leur nomination selon la procédure prévue par le code des sociétés.

Avant la clôture de liquidation, les liquidateurs soumettent le plan de répartition de l'actif entre les différentes catégories de créanciers pour accord au tribunal de commerce de l'arrondissement duquel se trouve le siège de la société.

Après le paiement de toutes les dettes et charges de la société ou consignation des sommes nécessaires à cet effet, le solde favorable de la liquidation servira d'abord à rembourser les parts sociales à concurrence de leur libération.

Si toutes les parts sociales ne se trouvent pas libérées dans une mesure égale, les liquidateurs rétabliront l'équilibre des parts au point de vue de leur libération, soit par des appels de fonds, soit par des remboursements partiels.

Le surplus éventuel de l'actif sera réparti de manière égale entre toutes les parts sociales.

L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année. Le premier exercice social prendra cours à la date du dépôt de l'extrait de l'acte constitutif au greffe du tribunal de commerce du Brabant Wallon et finira le 31 décembre 2020.

L'assemblée générale ordinaire est tenue chaque année, soit au siège social, soit en tout autre local désigné dans la convocation, le troisième mercredi du mois de juin à dix-huit heures, conformément à ce qui est dit à l'article 27 des statuts, et pour la première fois le troisième mercredi du mois de juin 2021 à 18 heures, sauf si ce jour est un jour férié.

a) En cas de pluralité d'associés, chaque associé peut voter par lui-même ou par mandataire. Le vote peut aussi être émis par correspondance.

Chaque part ne confère qu'une seule voix.

L'associé qui possède plusieurs parts sociales dispose d'un nombre de voix égal au nombre de ses parts.

Les personnes morales peuvent être représentées par un mandataire de leur choix, un époux par son conjoint, le nu propriétaire par l'usufruitier et le mineur ou l'interdit par son tuteur, sans qu'il soit besoin de justifier ces qualités.

L'assemblée générale statue sauf dans les cas prévus par la loi, quelle que soit la portion du capital représenté et à la simple majorité des voix pour lesquelles il est pris part au vote.

b) En cas d'associé unique, celui ci exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale et il ne peut les déléguer.

La société est administrée par un ou plusieurs gérant(s), personne physique ou morale, nommé(s) par l'assemblée générale ou les présents statuts, associée ou non.

Lorsqu'une personne morale est nommée gérant, elle est obligée de renseigner parmi ses associés, gérants ou son personnel, un représentant permanent, personne physique, chargé de l'exécution de la mission de gérant au nom et pour compte de la personne morale. Lors de la nomination et de la fin de la fonction du représentant permanent, il y a lieu de remplir les mêmes règles de publicité que celles à respecter si la fonction était exercée en nom personnel et pour son propre compte. Si la société elle-même est nommée gérant dans une société, la compétence pour désigner un représentant permanent revient à l'organe de gestion.

S'il n'y a qu'un seul gérant, la totalité des pouvoirs attribués à la gérance lui est dévolue conformément à l'article 257 du code des sociétés.

S'ils sont plusieurs, les gérants forment un collège qui délibère valablement lorsque la majorité de

Mentionner sur la dernière page du Volet B :

ses membres est présente; ses décisions sont prises à la majorité des voix. Agissant conjointement, les gérants peuvent, conformément à l'article 257 du Code des sociétés, accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à l'accomplissement de l'objet social de la société, sauf ceux que la loi réserve à l'assemblée générale.

La société est représentée dans les actes, y compris ceux où interviennent un fonctionnaire public ou un officier ministériel et en justice:

- s'il n'y en a qu'un seul, par le gérant;
- s'ils sont plusieurs, par l'ensemble des gérants agissant conjointement.

Le ou les gérants pourront, sous leur responsabi-lité, déléguer leurs pouvoirs relatifs à la gestion journalière des affaires de la société à un ou plusieurs gérants ou à des directeurs, associés ou non associés, pourvu que cette délégation soit spéciale et régulièrement portée à la connaissance des tiers.

Ils pourront de même, dans leurs rapports avec les tiers, se faire représenter, sous leur responsabilité, par des mandataires de leur choix, pourvu que ces pouvoirs ne soient ni généraux ni permanents.

Monsieur FOUAILLY Philippe Michel Gilbert, né à Bar-sur-Aube (France), le 14 mars 1968, domicilié et demeurant à Chaumont-Gistoux (1325 Dion Valmont), 1, boulevard du Centenaire est désigné en qualité de gérant statutaire pour une durée illimitée. Il exercera son mandat de gérant statutaire à titre onéreux selon les modalités à déterminer lors d'une prochaine assemblée.

Il n'est pas nommé de commissaire-réviseur.

POUR EXTRAIT ANALYTIQUE CONFORME.

Mentionner sur la dernière page du Volet B :